l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
12 mars 1976

No 447
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Campagne d'intoxication contre les viticulteurs

Une explosion, 2 morts à 300 mètres de l'enclos de la CRS-27 de Toulouse où parla le premier flic de France mardi dernier... Et déjà les chantres de la presse parlée et télévisée y vont de leurs commentaires. Tout est clair ! Selon eux entre des poseurs de bombes et les viticulteurs du Pont de Montredon, le rapport est évident. L'occasion est trop belle pour ne pas en tirer profit, et faire oublier Émile Pouytes mort sous la mitraille des CRS.

L'opération est simple, elle vise à présenter l'action de masse armée des viticulteurs, d'une part, comme étant le fait d'individus isolés, et, d'aute part, comme étant purement gratuite.

Or d'où vient la violence ?

La violence, à des degrés divers, est toujours le produit d'une société de classe. Dans le capitalisme cette violence s'exerce par une minorité, au travers d'une multitude d'instruments de répression et d'oppression, tous les jours, à chaque minute, aussi bien à l'usine, qu'aux champs, au bureau, à la faculté ou au lycée.

Quelle attitude devons-nous avoir face à elle ? Refuser de se battre avec les mêmes armes et sur le même terrain que le bourgeoisie, consiste finalement à refuser la lutte de classes et à prôner en définitive la collaboration des classes. C'est là l'attitude de la direction du vieux PCF face aux luttes violentes des masses travailleuses.

Les marxistes-léninistes, comme les travailleurs ne sont pas des partisans de la violence pour la violence.

Seulement, l'expérience a montré que, sans toutefois être la seule arme, la violence des masses révolutionnaires était en fin de compte déterminante pour l'avancée des luttes immédiates et à long terme.

Lors du mouvement viticole des 4 et 5 mars, la bourgeoisie a eu peur, car elle a eu en face d'elle, non pas quelques individus isolés, mais une masse de travailleurs de la terre déterminés et qui ont osé affronter les armes à la main les représentants de l'ordre capitaliste.

(Suite page 3)

Hier au Conseil des ministres

Projet de réforme antiouvriere

André Fosset, ministre de «la Qualité de la vie», a présenté mercredi 10 mars, devant le Conseil des ministres, un rapport proposant vingt mesures pour *l'aménagement des temps de travail et de loisirs*. Ce rapport a été établi par Bertrand Labrusse, président de la Commission interministérielle.

Ce rapport fait apparaître clairement la volonté de la classe bourgeoise de briser l'unité de la classe ouvrière par tous les moyens, surtout face à la montée actuelle des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes et à leur début de liaison. Et pour cela, elle utilise tour à tour la carotte et le bâton. Après la répression violente des viticulteurs, c'est la carotte empoisonnée des réformes.

Outre la question fondamentale de la division, la bourgeoisie ne néglige jamais la question «pognon». Et là il s'agirait entre autres pour le gouvernement, de réduire le coût — évalué à 19 milliards de francs par an — des encombrements qui, aux heures, aux jours et aux périodes de pointe, paralysent l'activité du pays !

Ces mesures sont regroupées sous les thèmes : aménagement de la journée, aménagement de l'année, aménagement local du temps. Nous verrons quelques-uns de ces «aménagements» en prenant les plus significatifs. Hier était abordée sommairement la question des vacances qui rentre dans le cadre de l'aménagement de l'année.

(Voir l'article page 4 sur les «horaires variables» qui est le premier point de l'aménagement de la journée).

Europe

La Chine met en garde contre l'infiltration soviétique

Mardi dans un article le «Quotidien du peuple» (organe du Parti communiste chinois) met en garde l'Europe occidentale contre une infiltration soviétique dans la CEE (Communauté économique européenne).

L'article précise que la récente proposition des pays du COMECON de développer les échanges commerciaux avec la CÉE avait deux raisons insidieuses : renforcer leur propre puissance et semer la discorde chez les partenaires européens.

Les Soviétiques, déclare le quotidien, «ont jeté leurs yeux avides» sur les richesses économiques et technologiques des pays de l'Europe de l'Ouest, et font des efforts pour augmenter leurs gains économiques et réduire ainsi le «fardeau» que représente pour eux leur «*course frénétique à l'armement et à la préparation de la guerre*». Le second motif, selon le Quotidien du peuple, est de «*semer la discorde*» en se servant du commerce, d'«écraser» un à un les pays européens pour «désintégrer la CÉE et ruiner l'union de l'Europe de l'Ouest».

L'article ajoute : que les pays de la CÉE «resserrent leurs rangs et développent leur défense commune pour faire face à la menace soviétique croissante».

ESPAGNE

JOURNEE DE LUTTE EN CATALOGNE ET DANS LES ASTURIES

Mercredi, à l'appel de plusieurs organisations clandestines, une journée de lutte était organisée à Oviedo (Asturies) en solidarité avec les travailleurs basques et pour leurs propres revendications.

Les travailleurs formèrent dans la journée plusieurs manifestations rapidement dissoutes et rapidement reformées, répondant ainsi à la répression fasciste de la garde civile.

Celle-ci avait installé des barrages aux entrées de la ville de peur que des travailleurs des banlieues éloignées et de la région des mines viennent rejoindre les cortèges.

Dans le même temps en Catalogne 8 000 employés de la municipalité de Barcelone ont déclenché mercredi un nouveau mouvement de grève, et 2 000 d'entre eux ont manifesté sur la place San Jaime, devant la mairie.

26 000 ouvriers du textile sont d'autre part toujours en grève à Barcelone.

Dans la banlieue de la capitale de la Catalogne, 40 000 ouvriers sont également en grève à Sabadell, Tarrasse et Mataro. Enfin les élèves de 18 lycées de Barcelone ont fait grève mercredi par solidarité avec les victimes de Vitoria. La grève des ouvriers de la construction continue à Gerone.

Facultés de Nanterre

L'UNEF denoncee

Parmi les décisions votées à une large majorité par l'assemblée générale centrale de Nanterre le 8 mars, la participation à la manifestation du 10 mars avait été arrêtée sur des bases très claires.

Départ de Jussieu pour constituer un cortège autonome des facs, IUT et lycées.

(Suite page 3)

Albanie

Le peuple salue Enver Hoxha

(page 2)

le monde en marche

MADAGASCAR
UN NOUVEL EXEMPLE D'«AIDE» SOVIÉTIQUE

Deux cyclones d'une intensité exceptionnelle, «Clotilde» et «Danaé», ravageaient à tour de rôle le nord de Madagascar, au début de l'annee. Le quotidien malgache «Maresaka» commentait ainsi l'aide reçue par la République malgache à cette occasion :

«C'est dans les jours malheureux qu'on reconnaît ses vrais amis !... Le ministère de l'Intérieur vient d'annoncer que la somme recueillie pour le secours des sinistrés s'élève, jusqu'à ce jour, à 19 750 295 francs malgaches... un certain grand pays socialiste (l'URSS) a donné des représentations artistiques dont le prix d'entrée coûtait 1 000 francs malgaches (note du traducteur : somme équivalent à 10 journées de travail d'un paysan malgache !) et c'est la somme que ce grand pays a ainsi recueillie avec ses représentations sur le territoire malgache qu'il a offert aux sinistrés malgaches. Peut-être que c'est une tactique socialiste, cette manière qui consiste à ramasser notre argent pour nous l'offrir ensuite à nous-mêmes !...»

La Croix Rouge de la République populaire de Chine, a, quant à elle, offert 17 000 000 francs malgaches au peuple de Madagascar victime de ces catastrophes naturelles.

C'est la Confédération des syndicats libres des travailleurs à Madagascar (COSLITAM) qui a communiqué ces informations à notre journal pour que soient connus les amis véritables du peuple malgache et démasqués ses faux amis.

COMMUNIQUÉ MILITAIRE DU FRONT POLISARIO

Un communiqué militaire du Front POLISARIO a été diffusé mardi soir à Alger par l'agence nationale algérienne APS. Il fait état de nombreux accrochages entre les guérilleros sahraouis et les FAR marocaines.

Selon le POLISARIO de nombreuses embuscades ont été tendues avec succès par les Sahraouis en date des 19, 23, 24, 25, 26, 27 février et 1er mars.

Selon le POLISARIO, les pertes ennemies s'établissent à 60 morts, plusieurs blessés, et quatre soldats prisonniers.

EXPÉRIMENTATION DU MISSILE «CRUISE»

Le missile «Cruise», qui est au cœur du conflit qui oppose l'URSS et les USA dans la seconde phase des négociations «SALT» est activement mis au point par les spécialistes américains.

Les stratèges US sont en effet fort inquiets du déséquilibre militaire qui s'accentue en faveur de l'URSS.

Le «Cruise», expérimenté le 5 mars par l'armée de l'Air américaine, à partir d'un bombardier B-52, ressemble à un petit avion à tête nucléaire. Il peut atteindre sa cible, à une vitesse subsonique, après un trajet de 2 500 km. La Marine US expérimente aussi son lancement à partir de sous-marins.

Les autorités militaires américaines voient dans le «Cruise» une réplique à l'accélération de la course aux armements soviétiques. Selon le Pentagone, l'URSS disposait à la fin de l'année 1975 de 1 600 rampes de lancements d'ICBM alors que le total des ICBM américains (1 054) est resté à peu près constant ces dernières années. Les sous-marins soviétiques lanceurs de missiles balistiques sont également, désormais plus nombreux que les américains.

Tout cela explique que malgré le veto soviétique, les USA accélèrent la mise au point du «Cruise» et envisagent une forte augmentation du budget de la Défense nationale.

INDE
MONTEE DE LA HAINE POPULAIRE

Ces derniers jours, le gouvernement d'Indira Gandhi est aux prises avec la marée montante de la haine populaire. En témoignent les nombreuses grèves et manifestations de la classe ouvrière et des masses populaires, les révoltes paysannes toujours plus massives et les affrontements armés avec les forces gouvermentales.

Ces actions ont été particulièrement grandes dans l'Etat de Tamil Naou et surtout dans sa capitale Maoras' où les forces réactionnaires ont subies de graves pertes. Dans de nombreuses régions : Bihar, Uttar Pradesh, Kerala, Gujerat, etc., une grande partie de la population a manifesté contre le manque de denrées alimentaires, contre la hausse des prix et la discrimination.

Ce nouvel élan qu'a pris la lutte de classes pour les droits politiques, économiques et sociaux s'est manifesté au moment où le régime d'Indira Gandhi a jeté le masque de la démocratie par-dessus bord et a intensifié la violence et la terreur. Il trouve sa source dans les conditions difficiles dans lesquelles vivent les larges masses populaires, dans le durcissement des contradictions sociales — lié à l'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme.

Le déficit du commerce intérieur de l'Inde a atteint 10 milliards 970 millions de roupies, soit presque deux fois plus par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La production dans le secteur industriel a accusé une baisse prononcée et la production agricole — base de l'économie nationale a accusé une baisse ultérieure.

Toutes les promesses sont vaines, car l'économie indienne dépend de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe, elle est complètement paralysée. Les Soviétiques, avec leur prétendue «aide», font plonger de plus en plus l'Inde dans leur filet néo-colonialiste.

Albanie
Le peuple salue le camarade Enver Hodja

L'Agence télégraphique albanaise publie ces jours-ci de nombreuses lettres adressées par le peuple albanais au camarade Enver Hodja, premier secrétaire du Parti du travail d'Albanie, pour lui faire part de l'enthousiasme suscité par la publication du projet de nouvelle Constitution du pays.

Ces lettres sont de magnifiques témoignages de la mobilisation du peuple albanais qui construit le socialisme et des rapports chaleureux existants entre le parti et les masses sous le régime de la dictature du prolétariat.

Nous publions ci-dessous celle de Vasilo Ullaho, vieille villageoise du district de Girokastro.

«Le projet de nouvelle onstitution est entré dans os maisons comme une joie blanche qui nous a rajeunies, nous, vieilles femmes aussi.

Sous la direction du Parti du travail d'Albanie, hommes et femmes, jeunes et vieux, construisent l'Albanie nouvelle.(photo ATA)

Par le passé nous gagnions notre pain non pas au prix de notre sueur mais au prix de notre sang. Au village nous n'avions que des cabanes. Nous manquions de pain. Une partie des hommes prenaient le chemin de l'émigration en quête de travail, les regards de nos femmes ne quittaient pas ce chemin dans l'attente de leurs maris, dont une partie périt à l'étranger et ne rentra jamais dans nos pauvres chaumières.

Dans notre village nous avons eu un propriétaire foncier qui était un véritable serpent à deux têtes. Il nous suçait le peu de sang que nous avions.

Mon frère Thodhori Mastora, travaillait dés sa jeune enfance comme serviteur chez le propriétaire foncier de Sheperi. Quand il rentrait à la maison le cœur fendu, il disait devant le taudis : "Comment nous allons faire avec ce chien de patron ?", et un jour il prit le maquis pour rallier les partisans... il ne revint plus, il tomba au Montenegro luttant pour la libération des frères de Kossovo et de toute la Yougoslavie, comme sont tombés les camarades de Thodhori qui venaient dans nos maisons tels que Lefter Talo, Feti Ndini, Panajot Konomi, etc.

J'ai dans la maison dont vous êtes sortis une photo avec mon autre frére, Nonda. Je l'ai mise bien en vue et je jette souvent un regard sur elle disant :

Que tu vives mille fois plus et autant que la montagne de Burreto, o notre vaillant, car le parti et vous, camarade Enver, vous avez beaucoup fait pour nous : les sentiers de jadis que prenait le hors-la-loi ont cédé la place aux routes qui permettent à l'autobus de desservir nos villages. La radio et la télévision qui nous apportent les nouvelles et les chants de Radio-Tirana, les enseignements du Parti et les vôtres, camarade Enver, ont remplacé les coassements des grenouilles.

Nous avons tout ce dont nous avons besoin dans le village : la maison de culture, l'école primaire de huit ans, la maternité, les jardins et les crèches d'enfants, de grands magasins, etc.

A Tchatista où jadis une chaleur torride faisait craquer les pierres, le Parti a fait construire deux grands lacs artificiels qui plaisent aux yeux.

Travaillez la nuit aussi — dis-je à mes camarades — car des jours plus heureux viendront pour notre peuple qui construit sa vie nouvelle entouré d ennemis.»

nouvelles du monde

VIETNAM :
SOUTIEN AU FRETILIN

Le journal vietnamien «Nhan Dan» a récemment publié un commentaire pour condamner l'agression indonésienne contre Timor Est. Il dénonce la violation grossière des droits du peuple de Timor Est à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination et les bombardements de nombreuses localités sous le contrôle du FRETILIN, en réaffirmant la solidarité du peuple vietnamien au peuple du Timor Est, victime de cette agression.

***

PALESTINE :
NOUVEAUX INCIDENTS A NAPLOUSE

Pour la quatrième journée consécutive, des incidents ont éclaté mercredi à Naplouse, capitale de la Samarie, où une sentinelle sioniste a tiré sur un groupe de jeunes manifestants, blessant l'un d'eux.

Les affrontements violents durent depuis dimanche matin, lorsque les forces de répression israëliennes ont pénétré dans un lycée.

L'ensemble du corps enseignant et le Conseil municipal de la ville ont démissionné en bloc pour protester contre cette intervention. Mercredi les manifestations se poursuivaient et la situation demeure très tendue à Naplouse.

***

VENEZUELA
NON A TOUTE INTERVENTION ÉTRANGERE

Carlos Andrès, président du Vénézuela, vient de déclarer : «En tant que petit pays, faible et pacifique, nous nous opposons aux interventions sous toutes leurs formes par plusieurs ou un seul pays dans les affaires intérieures d'un autre pays, qui violent et menacent les principes d'autodétermination et de non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays.»

Il a également appelé le peuple vénézuélien à achever la tâche complexe et urgente de la nationalisation du pétrole, afin que celui-ci «puisse devenir un véritable instrument de libération et ne plus être un signe de dépendance.»

***

ROUMANIE :
LES FEMMES MOBILISÉES POUR LA DÉFENSE NATIONALE

Les femmes roumaines prennent une part active aux diverses activités organisées en prévision d'une guerre pour riposter à tous ceux qui s'aviseraient d'envahir leur pays.

Au sein du détachement patriotique, unité armée composée d'ouvriers, paysans, cadres et intellectuels, sous la direction directe du Parti communiste roumain, les femmes représentent 20 % des effectifs.

Dans le corps anti-aérien local, dirigé par le ministère de la défense nationale, on compte 50 % de femmes.

L'équipe de premier secours de la Croix rouge est une autre organisation populaire constituée en prévision d'une guerre. Plus de 90 % de ses membres sont des femmes qui ont toutes reçu une formation médicale particulière.

L'AGRICULTURE DANS LA CRISE

Décidément, Fourcarde n'en loupe pas une. Aprés avoir traité les petits viticulteurs «d'émeutiers» en guise de réponse à leurs revendications, voilà qu'il affirme *«l'agriculture française est sortie de la crise plus forte qu'elle n'y était entrée»*.

Fourcade devait ajouter, devant les journalistes de la presse économique, que pour les trois dernières années écoulées (73, 74 et 75) il avait enregistré une stabilisation du revenu des agriculteurs.

Plus le mensonge est gros et plus il a de chance d'être cru, telle doit être la devise du ministre banquier.

Seulement personne n'est dupe. Ni les petits paysans, ni même les journalistes économiques. Car ceux-là mêmes dans les compte-rendus des négociations de Bruxelles sur les prix de la prochaine campagne 1976-77, ont bien avancé que la baisse du revenu agricole moyenne depuis deux ans tournait autour de 25 % et qu'il ne fallait pas s'attendre avec les nouvelles décisions à un «renversement de tendance».

L'augmentation décidée à Bruxelles pour cette année équivaut pour la France à 6,1 %. Autrement dit, des miettes substantielles pour les «gros» et les capitalistes de la terre, et rien pour les petits et même certaines couches de moyens.

Quant aux autre mesures annexes, comme par exemple sur les stocks de poudre de lait, ou sur le vin, elles vont toutes également dans le même sens : enrichir les riches et appauvrir les pauvres. Pour ne pas augmenter les prix du lait à la production de façon à faire vivre décemment les petits producteurs on avance le prétexte qu'une telle mesure stimulerait la production et accroîtrait les stocks déjà saturés. On refuse donc de s'attaquer aux gros et on planifie la disparition des petits : **voilà la politique de** Fourcade et de ses amis. L'agriculture n'est pas sortie de la crise, au contraire.

Quel est le facteur principal de cettre crise ?

Ce facteur c'est l'endettement.

Bien souvent l'on croit que les paysans endettés sont des paysans moyens ou même riches. En fait, il n'en est rien. La masse de l'endettement provient des masses de la petite paysannerie.

Il est dû à deux éléments : d'une part le renchérissement des coûts du matériel nécessaire à la production (machine, engrais, etc.), ainsi que l'accroissement du «poids du foncier», et d'autre part, la mévente et la baisse relative des prix de vente à la production.

En 10 ans l'endettement général est passé de 5 milliards de francs à 15 milliards. Par ailleurs, la spéculation foncière liée à l'enrichissement des prix de la terre : l'hectare qui se vendait 3 000 F en moyenne en 1960, atteignait en 1974 11 800 F. Il ne faut pas oublier ainsi que les petits propriétaires rachètent leur terre toute les générations.

Tant et si bien que selon les statistiques de la bourgeoisie, l'endettement moyen de la masse de la paysannerie laborieuse est comprise entre 30 000 et 90 000 F pour l'an passé. C'est pourquoi l'on entend souvent les petits paysans dire qu'ils sont propriétaires de leurs outils de travail ou de leur terre, seulement sur le papier, et que le véritable propriétaire était le Crédit agricole, véritable banque liée au capital financier.

On est bien loin des propos de Fourcade. Une chose est sûre cependant, c'est que les petits paysans ne pourront supporter le poids d'une troisième année des baisse importante de leur revenu.

Il faut s'attendre à d'importantes luttes dans les campagnes, et s'y préparer.

Chômage des jeunes

«CNPF cherche main d'œuvre bon marché»

Le CNPF a tenu mercredi une conférence de presse sur le chômage des jeunes. Le vice-président de l'organisation patronale a fait état des propositions des capitalistes pour soi-disant lutter contre le chômage. Il s'agit en fait de mesures destinées à profiter du chômage des jeunes pour accroître leur exploitation. Chotard a en effet déclaré que le CNPF s'apprêtait à mettre en place une nouvelle forme de contrat de travail. Il s'agirait de contrats destinés aux jeunes de 16 à 25 ans, d'une durée de six mois à un an au cours de laquelle les patrons seraient censés leur donner une formation professionnelle. A l'expiration du contrat les jeunes pourraient être embauchés par l'entreprise si leurs résultats sont jugés satisfaisants. Il est clair qu'en réalité les patrons cherchent ainsi à avoir une main-d'œuvre bon marché qu'ils pourront utiliser durant plusieurs mois avant de la rejeter sous prétexte de «résultats non satisfaisants» et la remplacer par une nouvelle fournée de jeunes chômeurs.

Ces mesures du CNPF n'ont en réalité rien de bien nouveau. Il y a environ un an, Chirac avait annoncé des mesures tout à fait semblables qu'il avait baptisées «contrats-formation». Il s'agissait de fournir des subventions aux capitalistes pour qu'ils embauchent des jeunes, payés en dessous du SMIC, sours le prétexte de leur donner une «formation».

Comme on a pu le voir, ces mesures annoncées par Chirac pour réduire le chômages des jeunes ne l'ont nullement empêché de se développer. On peut être sûr qu'il en ira de même de celles que le CNPF vient d'annoncer.

Editorial suite

Aujourd'hui, pour maintenir ses troupes, Poniatowski a promis des «têtes». Chirac récemment a même avancé le nom d'un responsable du CRAV (Comité régional d'action viticole). On parle même, jeudi matin, de mandat d'amener contre André Cazes.

Voilà le fond de la campagne démarrée hier à propos des deux morts de Toulouse ; deux morts bien utiles pour préparer l'opinion à une vaste campagne de répression dans le Midi contre les petits viticulteurs qui luttent pour survivre.

Une campagne que les petits viticulteurs repousseront.

Facultés de Nanterre

L'UNEF dénoncée

Suite de la page une

Participation de Nanterre – sous une banderole unitaire avec refus de banderoles d'organisations (en réaction aux tentatives de récupération dont on a fait l'expérience ces derniers jours) – sur la base de mots d'ordre précis discutés puis approuvés en assemblée générale mettant en avant nos propres revendications :

– abrogation de la réforme Soisson ;

– facs d'élite, facs poubelles, non aux facs concurrentielles ;

– tous unis contre le chômage ;

– étudiants, travailleurs, enseignants, tous unis ;

– 25 élèves maxi par classe.

Au début du parcours, tout d'un coup des banderoles UNEF sont déployées, immédiatement protégées par des jeunes musclés de l'Union des étudiants communistes dont certains se mettent à scander leurs propres mots d'ordre tel «Alice, pas chiche de repasser ton CAPES*» !?*

Cette pratique de récupération provoquait l'indignation de l'ensemble des étudiants qui scandaient «UNEF trahison» et certains d'entre eux furent agressés. Relégués en fin de parcours sur l'initiative de l'ensemble des étudiants, les 30 ou 40 supporters de l'UNEF ont terminé la manifestation complètement isolés du reste du cortège étudiant.

Cette manifestation a marqué la détermination des étudiants à prendre en main la direction de leur lutte (slogans vigoureusement repris, vigilance contre les diviseurs) et à dénoncer massivement les traîtres.

Les marxistes-léninistes de Nanterre.

** UNEF : syndicat étudiant à la botte du PCF.*

*** CAPES : concours de recrutement des professeurs d'enseignement.*

MANIFESTATION DE PAYSANS AU CAMP DU LARZAC

Une manifestation de paysans s'est déroulée mercredi matin au camp du Larzac.

Les agriculteurs ont chargé sur des tracteurs cinq balises de tir et une guérite qui se trouvaient sur les terres prévues dans le projet d'extension du camp militaire. Ils ont déposé ce matériel à l'entrée du camp.

Les manifestants ont ensuite pique-niqué sur place avant de se retirer.

Depuis plus de quatre ans les paysans du plateau s'opposent à leur expropriation par l'État.

Ils demandent qu'une solution définitive et positive soit donnée à leur légitime revendication, alors que l'État tente de laisser pourrir la situation.

Cette manifestation fait suite à la déclaration du Conseil d'État le 5 mars qui devait rejeter la demande d'annulation de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'extension du camp militaire du Larzac.

La manifestation de mercredi est un avertissement adressé aux pouvoirs publics au cas où ces derniers auraient l'intention de passer aux actes...

L'assassin présumé du juge Renaud abattu par la police

LES MORTS NE PARLENT PLUS

Mardi, dans la banlieue lyonnaise, une dizaine de policiers abattaient un gangster dénommé Jean-Pierre Marin. Celui-ci n'était pas n'importe qui. On disait de lui qu'il était un des assassins du juge Renaud tué il y a quelques mois. Marin en savait donc long sur cette affaire et certains laissent entendre que c'est parce qu'il en savait trop long qu'il a été abattu. On se souvient que le juge Renaud enquêtait sur les activités du fameux «gang des lyonnais» dont les liens avec le SAC sont connus. Il était, semble-t-il, sur le point d'apporter des éléments décisifs sur le hold-up de la poste de Strasbourg dont on dit qu'il aurait été commis pour alimenter les caisses d'un parti gouvernemental. Toujours est-il qu'il fallait qu'il sache beaucoup trop de choses compromettantes pour que la décision soit prise de l'assassiner. On ne prend pas le risque de tuer un juge d'instruction s'il n'y a pas de grands intérêts en jeu. Les liens de politiciens de la «majorité » ainsi que de la police avec le milieu lyonnais sont désormais connus. A plusieurs reprises on a laissé entendre que le juge Renaud avait pu être assassiné parce qu'il allait apporter de nouveaux éléments à ce sujet.

Avec Marin, c'est un témoin de premier plan de cette affaire qui disparait.

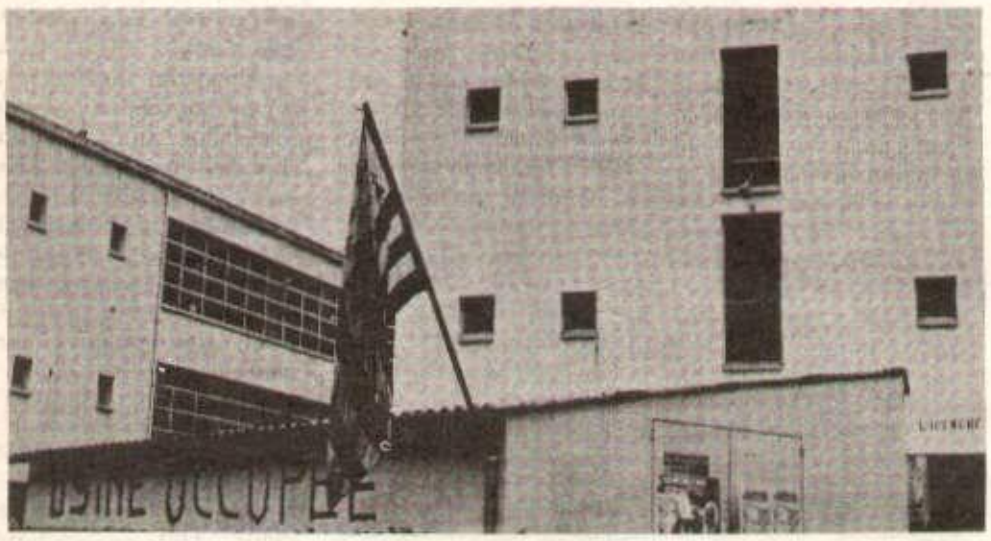
D'ores et déjà on signale certaines incohérences dans les propos de la police sur les conditions de sa mort.

A tel point qu'une information a été ouverte par un juge d'instruction de Lyon pour déterminer les circonstances dans lesquelles il a été tué. De nombreuses affaires ont montré dans un passé récent que les règlements de compte sanglants étaient fréquents au sein du SAC et que celui-ci comptait bon nombre de policiers dans ses rangs.

Toujours est-il qu'après la mort de Marin, un peu plus de secret recouvre bien de sombres affaires ayant eu Lyon pour théâtre. Deux morts qui doivent soulager certains.

la France des luttes

Manifestation et popularisation en soutien aux Réhault



L'usine Réhault occupée (Photo HR).

Mardi 9 mars, 3 à 4 000 personnes ont manifesté A 16 heures il y a eu un débrayage très suivi, à 100 % dans certaines usines. Ensuite les travailleurs se sont rassemblés place de la gare où les «Réo» sont arrivés en cortège de leur usine, portant tous un macaron «Réhault en lutte».

L'ensemble de la manifestation s'est mise en route vers les 3 usines en lutte en scandant : *«Non au chômage !» «Pas un seul licenciement !» «Réhault, Maunoir, Morel même combat !» «Travailleurs, chômeurs, même combat !»*. En chantant l'Internationale, les travailleurs se sont rassemblés place Carnot où toutes les organisations syndicales ont pris la parole. On a remarqué que la CGC, la CFTC et FO avaient une drôle de conception de l'unité. En effet elles ont repris les propositions de table ronde et de concertation dénoncés par les travailleurs, et avaient un ton de donneurs de leçons : *«Si vous n'êtes pas sages, vous perdrez tout !!!»* Ton qui fut très mal accueilli par les travailleurs et les mots d'ordre : *«Vendus aux patrons »* et *«Unité à la base et dans l'action»* furent lancés. Les interventions de la CGT et de la CFDT ont été plus combatives, insistant surtout sur l'unité et la solidarité de toute la classe ouvrière et aussi sur le fait qu'il n'était pas question d'accepter des solutions partielles et qu'il fallait que les 650 «Réo» soient tous repris. La CGT présentant cependant comme solution le Programme commun, tandis que la CFDT mettait clairement en cause la responsabilité du système capitaliste. A la fin du meeting une intervention rappela la journée de mobilisation du 19/3/76 prochain, «qui sera une *journée ville morte*», cela se prépare actuellement.

La manifestation a repris jusqu'à la sous-préfecture où il ya eu une première dislocation. Les travailleurs de chez Réhault redescendant à l'usine en cortège. A noter dans la manifestation la présence de travailleurs de chez Bellanger à Erné (Mayenne), petite entreprise métallurgique en grève pour une augmentation de salaire ; étaient également présents les paysans-travailleurs avec une banderole.

Le soutien aux «Réo» s'organise

Le soutien aux «Réo» s'organise, le vendredi 5 mars un Comité de soutien se met en place sous le contrôle de l'assemblée générale des «Réo». Lundi 8 mars au cours d'une réunion des propositions ont été faites pour populariser la lutte sur les quartiers et aux alentours de Fougères. Il y est prévu divers galas de soutien, tels que samedi un concours de «palets». Cette initiative répond aux manœuvres d'isolement et aux menaces de la bourgeoisie et des pouvoirs publics.

Ainsi après avoir envoyé plusieurs lettres aux commerçants, aux notables, et à certains travailleurs ainsi que dans les villages aux alentours, le préfet vient d'ordonner l'évacuation de l'usine dans les 48 heures. *«L'occupation de l'usine» dit-il «empêche son rachat par les industriels.»*

Les lettres ont été données par les gardes-champêtre dans les campagnes voisines et certainement par des «flics» à Fougères.

Des contacts ont été pris avec des paysans-travailleurs de la région qui se chargent d'organiser avec les paysans le soutien aux «Réo».

Horaires libres, mobiles, à la carte

RENTABILISATION CAPITALISTE

Régulièrement le patronat revient à la charge pour faire passer en douceur son système «révolutionnaire» dit libre.

En quoi consiste-t-il ?

Les travailleurs peuvent choisir — dans une certaine mesure — leurs horaires de travail tout en étant contraints d'être présents à certaines heures choisies par le patron (appelées «place fixe»). Les capitalistes
veulent exploiter toujours plus. Pour tenter de faire avaler la pilule ils axent leur propagande en essayant de faire croire aux travailleurs qu'ils sont libres.

Certains pensent qu'il s'agit d'un geste humanitaire du patronat, un cadeau en somme. Mais comment peut-on croire sérieusement que le patronat — notre ennemi irréductible — peut faire un cadeau. Les «cadeaux» de l'ennemi ne peuvent être que des cadeaux empoisonnés.

Certes cela peut permettre de gagner du temps dans les transports (en évitant par exemple les heures les plus chargées, ou de mener les enfants à l'école, et encore dans ce cas — vu que l'on quitte plus tard — le problème se repose pour le soir). Donc en fin de compte il n'y a pas plus de temps libre. Cette impression existe d'ailleurs aussi pour le travail en équipe .

En tout cas, dans tout cela le patronat et la bourgeoisie ne dépensent pas un sou et prennent ce prétexte pour ne pas créer de crèches et autres aménagements indispensables.

Une impression de liberté

L'argument massue du patronat c'est de donner une impression de liberté. Dans les faits, les horaires sont encore plus stricts : si vous êtes en retard vous êtes obligés de récupérer. Un bon de sortie ? «Pourquoi faire ?» répond le patron, «vous pouvez venir quand ça vous arrange». Donc, plus de temps «creux», mais au contraire un temps de travail effectif imposé (par exemple 42 heures par semaine). D'après la propagande patronale elle-même c'est 20 % du temps productif qui est récupéré ; il n'y a plus de tolérance (que ce soit le matin, le midi ou le soir). Toute course ou activité est donc nécessairement faite en dehors des heures de travail.

Menace pour l'emploi

C'est un accroissement du temps productif, d'où la possibilité pour les patrons de faire faire le travail par un personnel plus réduit (80 au lieu de 100) d'où risque de licenciement du personnel en surplus ou de non-remplacement des départs, ou encore de non-augmentation des effectifs lorsque le travail s'accroit.

Menace pour les salaires

Dans la même eau, le légionnaire Messmer — alors 1er ministre — déclarait* : «Il est nécessaire que les travailleurs sachent que certains avantages... par exemple de travailler à des heures qui leur sont plus agréables, peuvent se traduire par le fait qu'on gagne moins aussi» ! C'est donc une menace directe sur les salaires.

Renforcement de la hiérarchie et division accrue

Ce système pousse encore dans le sens de l'individualisation des protestations. La souplesse de l'horaire dépend du bon vouloir du chef et renforce la dépendance à son égard. Cela permet au chef de moduler les horaires en fonction de l'impératif de production : «Il y a un travail urgent, pouvez-vous rester 2 heures de plus, vous rattraperez demain..» Le tout au nom de la bonne marche de l'entreprise. Et quand il y aura plus de travail il faudra le faire dans l'horaire imparti ! La régie capitaliste «chacun pour soi», «ne pas s'occuper des autres» est encore accentuée pour mieux nous exploiter.

Un frein à l'activité syndicale de masse et de classe

Des centaines de travailleurs qui se rencontrent en même temps à l'entrée ou à la sortie de l'usine qui discutent, cela représente une force inquétante pour le patronat. C'est pourquoi il cherche à la morceler, à la diviser.

Il est nécessaire que tous les travailleurs soient informés de ce qui se passe dans l'usine, qu'ils puissent se rassembler pour envisager et organiser des actions pour les revendications. Comment faire avec ce sytème d'horaire fluctuant, où à l'entrée comme à la sortie il n'y a jamais tout le monde ensemble,pour les distributions de tracts, les réunions... ?

Le temps d'information PAYÉ devient une exigence plus grande, pris sur le temps de travail où tout le monde est présent. De même, pour contrebalancer l'effet des temps creux et de l'augmentation de la productivité, exigeons une diminution du temps de travail sans diminution de salaire.

Mais l'aspect principal, reste d'établir un rapport de force favorable aux travailleurs pour faire échec à cette escroquerie, à cette surexploitation en «douceur». Un axe essentiel de la lutte de classe reste bien de réaliser l'unité de la classe ouvrière, indispensable pour réaliser l'unité avec les autres couches populaires.

Combattons tout ce qui vise à diviser les travailleurs.

* *Interview à «Entreprises» du 15/12/72*

LETTRE DE LA SECTION LOCALE DU PCMLF AUX «RÉO»

A tous les travailleurs de chez Réhault, à la section CFDT, à la section CGT, au Comité de lutte pour la défense de l'emploi.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, entièrement solidaire de la lutte menée dans votre entreprise contre tous licenciements a appris par la presse votre appel pour un Comité de soutien.

Votre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a été interdit en France après les événements de mai 1968 par la bourgeoisie et le gouvernement . Néammoins nous continuons notre combat, nos militants étant surveillés, parfois arrêtés, cela nous oblige à travailler dans la cladestinité. Nous ne pouvons donc pas participer au Comité de soutien, mais nous sommes partie prenante de la lutte engagée et y participons à travers nos militants.

Par cette lettre nous apportons notre soutien total à la lutte des travailleurs de l'entreprise. Votre combat rejoint celui de toute la classe ouvrière contre les patrons et les exploiteurs.

Section locale de Fougères du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

social

Ivry (Val de Marne)

APPEL A TOUS LES LOCATAIRES

à rejoindre le comité

Après la lutte contre les saisies à la cité des Marronniers à Vitry, la lutte s'engage pour la *baisse des loyers* dans un groupe d'immeubles à Ivry — autre municipalité révisionniste — contre un gros propriétaire et les faux communistes à ces côtés.

Un groupe de locataires à Ivry a décidé d'agir. C'est assez de la toute-puissance d'un Lelièvre, propriétaire de centaines d'immeubles. Le locataire tout seul face à ce requin ne peut que se soumettre et accepter toutes ses conditions. Ce propriétaire comme tous les autres joue sur la crise du logement pour tout nous imposer. Il sait qu'on est obligé d'attendre 3 ou 4 ans une HLM. Alors il en profite et même beaucoup. Voyons cela : il ose faire payer pour une pièce-cuisine misérable jusqu'à 680 F (moins de 23 m2) par mois sans les charges et sans le chauffage central. Nous devons nous chauffer électriquement ce qui nous fait des loyers allant jusqu'à 850 F par mois. Mais il y a aussi l'humidité, les murs pourrissent.

Pour la baisse générale des loyers

C'est pourqoi nous avons décidé de nous battre pour la baisse générale des loyers. Nous avons décidé :

1/ de contacter les locataires d'autres immeubles appartenant à Lelièvre toujours dans le souci d'être le plus nombreux possible afin d'imposer un rapport de force en notre faveur.

2/ de nous constituer en comité de locataires (selon la loi de 1901).

3/ nous avions décidé de nous rendre en délégation à la mairie au CNL (comité national des locataires).

A la mairie au CNL on s'est bien vite rendu compte à qui on avait à faire. Plusieurs locataires ne savaient pas ce que c'était et bien vite ils ont su ve qui se cachait derrière ce CNL. C'était le faux PCF, véritable barrière à notre lutte. On y était venu chercher du soutien si minime soit-il c'est un deuxième Lelièvre qu'on a dû affronter. D'entrée, voyant une dizaine de locataires dans son bureau, il a eu peur, selon lui on était un commando. Après il a voulu nous décourager en étudiant les contrats. Selon lui il n'y avait rien à faire. L'escroc Lelièvre était dans son droit. Devant la colère d'un locataire n'acceptant pas son attitude et lui faisant remarquer que l'on était dans une commune «communiste», il l'a engueulé en présentant le CNL comme un grand défenseur des travailleurs empêchant les saisies, etc. Alors on lui a demandé quelle forme de soutien concret, on pouvait avoir du CNL puisqu'on avait commencé la grève des loyers. Il a répondu qu'on se mettait dans notre tort. Alors tout le monde a explosé... Qui est-ce-qui est dans son tort, nous ou le requin Lelièvre ? Devant notre détermination et son isolement, il a voulu, selon ses mots, «élever la discussion au niveau politique».

Le PCF a peur du mouvement de masses

Et là il est parti sur l'action des députés de «gauche» qu'il fallait un changement de gouvernement et il en est venu à appeler à voter aux cantonales. Tout le monde était sidéré. Où était notre lutte dans tout ça ? Un locataire se retenant, dans le souci de notre lutte lui demanda de nous fournir des adresses d'immeubles à Lelièvre qu'il connaît parfaitement, Lelièvre ayant des centaines d'immeubles. Nous pourrions ainsi contacter d'autres locataires et élargir le front de lutte contre cet exploiteur. Eh bien il a refusé. Alors là ça a été le comble. En effet, plus on sera nombreux contre ce propriétaire en appliquant la ligne classe contre classe, en s'appuyant sur le mouvement de masse, plus on aura de chance d'imposer la baisse des loyers. Nous ne pouvons pas compter sur la justice bourgeoise ou alors secondairement. Seule l'action résolue de masse des locataires peut imposer un rapport de force en notre faveur. C'est pourquoi, nous avons vu de quel côté était ce faux PCF par l'intermédiaire du CNL, DU COTÉ DES EXPLOITEURS. Par leur refus de nous donner les adresses d'immeubles de Lelièvre, ils ont encore une fois montré qu'ils avaient peur du mouvement de masse et de la lutte classe contre classe.

Quant à nous, c'est clair. Nous compterons sur nos propres forces et sur le soutien des forces révolutionnaires qui appliquent la ligne de masse, la ligne classe contre classe.

Nous lançons un appel à tous les locataires d'immeubles du requin Lelièvre à se joindre à nous dans la lutte contre cet exploiteur et tous leurs valets. Seule la lutte paie. Prenez contact avec HR qui transmettra.

Des locataires d'Ivry/Seine.

Le comité du travail féminin dénonce les contrats à mi-temps

chez Rhône Poulenc

Le Comité du travail féminin vient de rendre public le texte d'une motion qu'il a adressé au ministre du Travail dénonçant le système de contrat à mi-temps «proposé» aux travailleuses chez Rhône-Poulenc Textile (RPT), notamment à son usine de la Voulte (Ardèche).

La société RPT pour résoudre d'importants problèmes d'empoi résult ant de sa restructuration, a envisagé un certain nombre de mesures «dépongeage des effectifs excédentaires». Elle a ainsi proposé de transformer en contrat à mi-temps les contrats à plein temps qui concernaient du personnel féminin. Les comités d'entreprise des diverses usines RTP se sont opposés à cette «solution», mais à la Voulte 42 contrats ont été envoyés aux travailleuses qui ont signé «contraintes et forcées».

Le Comité du travail féminin, bien que «n'étant pas compétent pour juger d'une situation particulière dans le contexte global de la crise de l'emploi, estime qu'il lui appartient de dénoncer la discrimination qu'une telle mesure fait subir au personnel féminin concerné, discrimination contraire à la législation et notamment à la constitution de la République française qui prévoit le droit au travail pour tous, hommes et femmes, sans égard à leur situation personnelle ou matrimoniale».

En conclusion le Comité du travail féminin «prie instamment le ministre du Travail de donner des instructions à l'inspection du Travail pour qu'elle s'oppose à toute transformation des contrats à plein temps en contrats à mi-temps dans toutes les entreprises qui chercheraient à régler par ce biais les problèmes d'emploi qui s'y posent, et qu'elle soit attentive à ce que, de surcroît, des discriminations de sexe ne s'exercent à cette occasion».

A la suite de l'assassinat commis à Montredon par les CRS contre les viticulteurs, et alors que le mouvement de lutte des petits paysans se développe avec force, paraît aujourd'hui un numéro spécial de

LA FAUCILLE
journal paysan des
communistes marxistes-léninistes de France
Prix : 1,50 F

Annecy, l'enquête sur l'affaire Azzouz avance

LE PROCUREUR GRANIER AVAIT MENTI

de notre correspondant local

Le 7 octobre dernier, le corps de Sisbanne Azzouz était retrouvé dans le lac d'Annecy. Mohamed, son neveu, faisait donc le voyage Skikda-Annecy pour prendre possession du corps. Rapidement il acquérait la certitude qu'on avait assassiné son oncle.

Alerttant la presse, Mohamed Azzouz mena son enquête. Devenu gênant, il devait être victime à son tour d'une tentative d'assassinat dans la nuit du 7 au 8 novembre. Les flics depuis lors, de même que la justice bourgeoise, persistent à dire qu'il s'agit d'un suicide manqué. Mais cette thèse ne tient pas, le dossier de «l'affaire Azzouz» lui-même d'ailleurs comportant suffisamment de preuves pour l'infirmer, et pour confirmer, par contre, que la bourgeoisie et son appareil d'État protègent les racistes et incitent au crime raciste.

Alors que Mohamed Azzouz, venu de Skikda (Algérie) pour rapatrier le corps de son oncle Sisbanne Azzouz, trouvé noyé dans le lac d' Annecy, était agressé dans son hôtel par 4 individus et précipité par la fenêtre du 3è étage de celui-ci, un comité «Azzouz», comité de soutien à Mohamed Azzouz, exigeant la vérité sur les 2 «affaires Azzouz» s'était constitué en décembre 1975.

Ce comité, constitué d'individus et non d'organisations — il n'y a aucun membre des partis bourgeois d'Union de la gauche — continue son enquête et ses pressions sur la justice pour que toute la lumière soit faite sur cette double «affaire».

Il se trouve que le rapport d'autopsie du corps de Sisbanne Azzouz, effectué à l'institut médico-légal de Lyon le 20 novembre 1975, apporte des constatations et des conclusions opposées à celles que le procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Annecy, avait fait paraître dans le *Dauphiné libéré*, journal régional, et dans des journaux nationaux le 21 novembre 1975.

Le procureur Granier affirmait :

«L'autopsie pratiquée dans le cadre de l'institut médico-légal de Lyon n'a révélé aucune trace suspecte et a permis de conclure à nouveau à la mort par noyade.»

Le rapport d'autopsie, fourni à la partie civile, infirme :

«Le corps présente des excoriations au niveau des 2 tibias : une à gauche à 30 cm des talons, l'autre à droite à 18 cm des talons. Il présente : un hématome à l'épaule gauche, un hématome au niveau de la base du thorax à droite, un petit hématome au niveau de la base du thorax à gauche, un hématome au-dessus de la crête iliaque gauche.»

Le rapport conclut :

«On peut affirmer que la mort est due à une submersion. Les lésions thoraciques que nous avons observées peuvent être dues au fait qu'il est tombé à l'eau et s'est blessé en tombant. On ne peut cependant pas exclure des manœuvres criminelles pour le pousser à l'eau.»

Le procureur Granier a menti dans son communiqué de presse quand il affirmait que les 2 premiers examens médicaux n'avaient révélé ni blessures ni traces suspectes : ce qui était vrai pour le premier certificat médical du 7/10/75 du Dr Martin mais faux pour le deuxième, celui du Dr Bonnet du 7/11/75, qui constatait :

«On peut signaler dans la région sous-mammaire droite une lividité circonscrite plus marquée, de même plusieurs traces de lividités excoriées sur la face antérieure des 2 tibias.»

En ce qui concerne «l'accident» de Mohamed Azzouz, retrouvé grièvement blessé accroché à la verrière de l'hôtel Jeanne d'Arc, le communiqué du procureur du 21/11/75 insistait fortement sur le taux d'alcoolémie de 2,22 g de la victime. Or, le procès-verbal de transport sur les lieux du 11/12 conclut :

«Si l'on tient pour acquis que la chute de Azzouz Mohamed s'est produite depuis la fenêtre du 3è étage, l'hypothèse de l'accident, bien que suggérée par l'intensité de l'imprégnation alcoolique, nous paraît assez difficile à admettre (sauf extraordinaire concours de circonstances) en raison de l'épaisseur du verre et de l'étroitesse de la vitre. L'hypothèse de la défenestration criminelle nous paraît plus vraisemblable.»

Voilà où en est rendue la justice bourgeoise : elle cherche à camoufler, par les mensonges du procureur Granier, la vérité sur les crimes racistes. Rien d'étonnant à ce qu'un climat raciste fasse par exemple que l'Amicale des Algériens en Europe, après avoir mis 12 ans pour trouver un local à Annecy, se voie actuellement jetée à la rue en essuyant des refus perpétuels de location. Rien d'étonnant non plus à ce que la manifestation des Algériens ait été interdite le 6 mars à Paris...

Le pouvoir bourgeois, par sa justice et sa police, développe et entretient le racisme.

Témoignage

Quel sort la bourgeoisie réserve-t-elle aux vieux travailleurs ?

Un couple de vieux travailleurs vient d'apprendre avec quelle émotion ! – que l'homme souffre d'un cancer. Le cas, trop grave pour permettre une intervention chirurgicale, nécessite un traitement aux rayons. Les séances sont nombreuses et terriblement fatigantes.

Afin qu'il évite de se trouver en courant d'air, le médecin a demandé au patient de se rendre à l'hôpital en taxi... Mais c'est là une démarche difficilement réalisable. En effet cela coûte cher, trop cher pour cette famille de vieux travailleurs. Alors, bien sûr, la Sécurité sociale a prévu ce genre de situation, et l'on peut être remboursé des frais de transports, mais avant il faut en faire la demande à la Sécurité sociale, et puis patienter, patienter longtemps, avant qu'elle donne son accord.

En attendant comme ce vieux couple de travailleurs ne peut pas faire l'avance d'argent, le malade prend le bus. Le bus, il faut l'attendre, dans le froid. Et puis au retour, après avoir été sonné par les rayons il faut encore lutter contre la fatigue, dans le froid, dans la cohue des transports en commun.

La femme, de son côté, n'est pas mieux servie. Toute la journée elle fait des ménages. Le soir, quand elle rentre, il faut qu'elle soigne son mari et qu'elle se charge des tâches ménagères. Mais ce n'est pas tout.

En entrant dans cette HLM où elle habite, la famille a dû signer un état des lieux.

Quand elle quittera l'appartement il faudra le rendre dans le même état qu'au premier jour. La femme sait bien que si son mari venait à mourir, son maigre salaire à elle ne lui permettrait plus de rester dans cette HLM, pourtant pas luxueuse. Il ne lui permettrait pas non plus de payer les lourdes sommes exigées par la bourgeoisie. Alors il faut remettre en état ce logement. En ce moment même, après sa journée de travail, la femme refait à neuf la tapisserie !

Voilà un échantillon de ce que la bourgeoisie réserve aux familles ouvrières après une dure et pénible vie de travail. Dès que les travailleurs ne sont plus rentables, parce qu'ils sont vieux, usés par l'exploitation capitaliste, la bourgeoisie les met à l'écart et ne leur concède même plus donc le minimum vital.

LA PAROLE AUX LECTEURS

Avec la volonté de maintenir des relations étroites entre l'Humanité rouge et ses lecteurs, le comité de rédaction lançait en septembre dernier une enquête auprès d'eux.

Les nombreuses réponses reçues ont été très précieuses et ont déjà permis – le courrier des lecteurs en témoigne – de rectifier un certain nombre d'insuffisances.

Mais il reste encore beaucoup à faire, nous en sommes tous conscients, pour faire de notre quotidien une bonne arme au service des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays.

C'est pourquoi le comité de rédaction a décidé d'impulser une nouvelle enquête en appelant tous les lecteurs à faire connaître leurs critiques et suggestions pour une amélioration constante de «leur» journal.

Répondez largement à notre questionnaire, vous nous aiderez.

1) Avez-vous noté des améliorations ou des régressions dans le contenu et la forme du journal – lesquelles ?

2) Quels sont les reproches principaux que vous lui adressez ?

3) Lisez-vous régulièrement l'ensemble des articles ? ou seulement certains ? lesquels ?

4) Quelles sont les rubriques ou les sujets absents que vous aimeriez y trouver ?

Intoxication alimentaire dans les écoles de Béziers

Qui est responsable?

Récemment des enfants des écoles de Béziers qui avaient pris leurs repas de midi dans les cantines des établissements ont été pris de maux de tête et de vomissements.

Une dizaine d'écoliers ont été placés, par mesure de précaution, en observation à l'hôpital de Béziers. Les repas des écoles étant fournis par les cuisines du foyer de jeunes travailleurs, des prélèvements ont été effectués. Ils devaient être soumis à examen, mais l'on encore à cette heure quel en est le résultat.

Personne ne peut s'empêcher cependant de penser à ce que les cantines donnent ordinairement comme nourriture – si tant est parfois qu'on puisse parler de nourriture ! – dans les entreprises, les foyers, les écoles, etc. La loi du profit maximum veut en effet en la matière que les cantines achètent ce qui coûte le moins cher, quitte à ce que ces produits soient de qualité douteuse, et vendent leurs repas au plus haut prix possible.

Aussi derrière les cantines est-ce bien le système capitaliste lui-même qui doit être accusé, ce système pour qui la santé des jeunes travailleurs et des enfants du peuple n'est rien.

Voilà un exemple de plus qui prouve que la médecine est bien au service d'une classe : la bourgeoisie.

Alors, il faut changer cela, et revendiquer une médecine au service du peuple, tout en sachant que seul le socialisme pourra pleinement satisfaire cette revendication !

Une élève-infirmière

Le régime «privé» à l'hôpital

Dans chaque service hospitalier, sur les portes de quelques chambres, figure la mention «privé» ; il faut savoir en entrant que le malade de cette chambre exige une meilleure considération et une plus grande qualité apportée aux soins médicaux.

Parce que ces malades verseront à l'hôpital une somme d'argent supérieure à la normale, ils vont bénéficier d'un grand nombre d'avantages : matériel particulier qui leur est réservé menus spéciaux, chambre particulière. Il est à noter que les internes et élèves infirmiers ne sont pas autorisés à pratiquer des soins sur eux : si ces derniers font des erreurs, on préfère que ce soit sur les «régimes communs».

On recommande fortement au personnel hospitalier d'agir envers eux avec respect et diplomatie ; il n'en est rien, car bien souvent le personnel, à juste titre, estime qu'ils ne méritent rien de plus que les autres.

UNE NOUVELLE AFFICHE DISPONIBLE A L'HUMANITÉ ROUGE

1871-1976
105e anniversaire de la proclamation de la
COMMUNE DE PARIS
première dictature du prolétariat

DEFILE POPULAIRE
de la République au Mur des Fédérés

- POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT
- POUR LES REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE, DES PETITS PAYSANS ET DES MASSES POPULAIRES
- POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES OPPRIMES
- POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE
- CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE ET LES DEUX SUPER-PUISSANCES IMPERIALISTES

21 mars à 10h

l'Humanité Rouge BP 61-75861 Paris cédex 18

le numéro 6 de mars 1976 de
LA JEUNE GARDE ROUGE
organe central de la
Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France
est paru

Au sommaire notamment :

– 1871-1976 Vive la Commune de Paris
– le 8 mars journée internationale des femmes
– cinq jeunes communistes quittent le faux MJCF et rejoignent les rangs de la JCMLF
– le grand débat sur la révolution dans l'enseignement en Chine.
– diverses luttes de jeunes travailleurs et d'étudiants

Passez vos commandes à L'Humanité rouge - JGR
BP 61 75861 Paris Cedex 18
en précisant «pour la Jeune Garde Rouge».

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, *«l'Humanité rouge»* peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Signature : .....

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois	32 F	1 mois	60 F
3 mois	95 F	3 mois	180 F
6 mois	190 F	6 mois	360 F
Soutien	300 F	Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 30 226 72 La Source

culturel

12 heures de film sur la Chine par J.Ivens et M.Loridan

LE COMBAT DE YUKONG CONTINUE

Pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine, les trois articles les plus lus de Mao Tsé-toung ont été : *«A la mémoire de Norman Béthune»* (21 décembre 1939), *«Servir le peuple»* (8 septembre 1944), *«Comment Yukong déplaça les montagnes»* (11 juin 1945). Trois articles rassemblant l'essentiel des principes idéologiques révolutionnaires prolétariens.

C'est avec pertinence que Joris Ivens et Marceline Loridan ont regroupé les 12 heures de films sur la Chine qu'ils nous offrent sous le titre d'ensemble du troisième de ces articles.

Aussi proposons-nous à tous nos lecteurs, avant d'aller voir ces films, de relire et étudier le discours de clôture prononcé par le camarade Mao Tsé-toung au VIIè Congrès du Parti communiste chinois, publié depuis lors avec ce titre *«Comment Yukong déplaça les montages»* (Œuvres choisies - tome III - pages 289 à 292). En ayant soin de le replacer dans son contexte historique chinois et international certes, mais surtout en s'efforçant d'en assimiler l'immense portée idéologique... *«... Nombre de camarades ont pratiqué l'autocritique ; aspirant à l'unité, nous y sommes parvenus par ce moyen. Ce Congrès est un modèle d'unité, d'autocritique et de démocratie à l'intérieur du parti...»*

Le long travail de Yukong et des générations lui succédant pour raser et aplanir les montagnes *«pesant lourdement sur le peuple chinois»* n'est pas achevé.

L'idéologie réactionnaire et contre-révolutionnaire, sous toutes ses formes dont la plus dangereuse est devenue celle du révisionnisme moderne, s'oppose aux efforts inlassables des descendants de Yukong, c'est-à-dire la masse du peuple chinois.

Voilà qui apparait sans nulle mise en scène dans nombre des séquences des films d'Ivens et Loridan, réalisés sur le terrain, en Chine même, de 1973 à 1975. La lutte entre deux voies, entre deux idéologies, entre deux classes se poursuit sans trêve sous la dictature du prolétariat, au cours de l'édification du socialisme, sur tous les plans, dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, culturel, etc. Voilà pourquoi, ayant déjà assisté à la projection des deux-tiers de ces longs métrages, notre première conviction admirative consiste à considérer qu'ils sont destinés avant tout à la classe ouvrière, aux petits paysans, et aux masses laborieuses de notre pays.

Que les spécialistes du cinéma, esthètes et autres critiques les jugent à leur manière, trop souvent en fonction des critères rétrogrades d'une intelligentsia troublée par les vertiges d'une société occidentale capitaliste en pleine crise et dégénérescence, voilà qui doit rester tout à fait secondaire par rapport à la saine réaction des larges masses que concerne prioritairement l'œuvre en question. Réaction inéluctablement positive.

Ces films sont bien davantage que ce que l'on désigne couramment dans nos pays par l'expression de «manifestation artistique» sans préciser d'ailleurs à quelle classe profite cette dernière. Ils ont une portée idéologique et politique prolétariennes. Ils ne sont pas neutres, c'est-à-dire en dernier ressort bourgeois. Ils relèvent de l'art prolétarien. Par leur contenu comme par leur forme.

Ils sont destinés avant qui que ce soit aux ouvriers français et immigrés. Comment donc un travailleur ne se sentirait-il pas rempli d'enthousiasme et d'ardeur révolutionnaires en apprenant par ces films, de façon vivante et convaincante, quels sont les rapports réels entre ouvriers et cadres dans une usine chinoise, rapports rejetant toute subordination des premiers par rapport aux seconds, mais instituant entre eux, sur la base d'une totale liberté de critique, une coopération des plus étroites et des plus efficaces ?

Ils sont destinés aux petits paysans, aujourd'hui écrasés par le poids de la montage oppressive du capitalisme.

Toutefois, sur ce point seulement, nous regretterons qu'à l'exception du «Village de pêcheurs», la place réservée aux paysans chinois, immense majorité du peuple chinois, soit pratiquement vide. Les petits paysans français seront néanmoins intéressés par l'esprit, par l'idéologie qui émanent des autres séquences.

Ils sont destinés aux intellectuels, et particulièrement aux enseignants, pour peu qu'ils soient désireux de se placer sur les positions révolutionnaires du prolétariat. Avec quelle joie ces derniers ne découvriront-ils pas dans cette œuvre la plus riche matière à réflexion et les meilleurs exemples d'une pratique pédagogique révolutionnaire.

Ils sont destinés aux masses. Les femmes qui aspirent légitimement à une émancipation effective et non formelle, les jeunes, les lycéens, les artisans, les vieillards les personnels sanitaires découvriront comment sont abordés et solutionnés leurs problèmes, dans le cadre d'une société socialiste.

Tous ces spectateurs seront d'autant plus intéressés qu'ils n'y a absolument rien dans ces films qui cède à une propagande, qui tendrait à travestir la réalité. Tout au contraire. La Chine actuelle n'est pas le paradis, mais un pays en voie de développement dans lequel subsistent des imperfections, des difficultés, et naturellement où se poursuivent des luttes de classes. Et ce sont tous ces aspects, négatifs ou positifs et leurs affrontements, qui sont ici présentés. De là provient l'extraordinaire crédibilité et la force de conviction qui impressionnent tout spectateur.

Nous en parlons en militants, en amis du grand peuple chinois, en camarades aussi des communistes chinois. Nous en parlons en connaissance de cause, si modeste soit la connaissance que nous avons pu acquérir au cours de huit voyages en Chine, et nous ne jouons pas avec les mots en proclamant que *«Comment Yukong déplaça les montagnes»* est en quelque sorte comme notre neuvième visite dans cet immense pays socialiste. Il s'agit d'une œuvre d'avant-garde, révolutionnaire et prolétarienne, qui prend place dans l'Histoire du cinéma et qui fera date. Mais en limiter la portée au seul septième art et à son rayonnement reviendrait à méconnaitre l'aspect principal de son contenu. Il s'agit en effet de la mise en œuvre vivante du marxisme-léninisme concernant près du tiers de la population mondiale à travers la pratique des enseignements et de la pensée de Mao Tsé-toung. Il ne s'agit rien moins que des voies et moyens pour faire avancer et triompher la société socialiste, dans sa fonction historique d'étape indispensable pour préparer et édifier les bases du communisme. Vis-à-vis de ces films remarquables de Joris Ivens et Marceline Loridan, amis et camarades, agissez en militants : n'y allez pas seuls, efforcez-vous d'y amener avec vous le maximum de spectateurs, puis organisez ensuite avec eux de larges et profondes discussions portant sur ce que vous aurez vu ensemble.

Le combat de Yukong continue... mais pas seulement en Chine, c'est le combat de tous les hommes, de toutes les femmes, de tous les peuples révolutionnaires du monde. Nous aussi, avant même de parvenir à la société que nous présentent ces films, nous devrons abattre des montagnes qui pèsent lourdement sur notre peuple, la montagne du capitalisme et la montagne du révisionnisme.

Que la portée idéologique de l'œuvre cinématographique sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan nous incite à suivre avec ardeur et enthousiasme l'exemple de Yukong, l'exemple révolutionnaire du peuple chinois !

Jacques JURQUET

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5è (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :
L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quintette — 8,10, rue de la Harpe 5è (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :
Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Gît-le-Cœur — 12, rue Gît-le-Cœur 6è (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :
Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghaï — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6è (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :
La pharmacie — Une femme, une famille.

Ce numéro 3 vaut 4 F. L'abonnement pour un an est de 16 F, 24 F en pli fermé et 20 F en soutien. En vente bientôt aux librairies : les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris — La Force du livre - 33, rue René-Leynaud - 69001 Lyon — Le Sel de la terre - 4, rue Maréchal Foch - 22000 St-Brieuc — Adresse : Humanité rouge (Front culturel) - BP 61 - 75861 Paris - cédex 18

Vu par Klassekampfen

Organe central du Parti Communiste de Norvège (m-l)

LES FAUX-FRERES

l'Humanité Rouge

Bruxelles: Tribunal international sur les crimes commis contre les femmes

LE VRAI PROCES RESTE A FAIRE

Du 4 au 8 mars un tribunal international jugeant les crimes commis contre les femmes s'est tenu à Bruxelles. Un millier de femmes de nombreux pays, mais surtout européens, y participaient, répondant à l'appel d'un comité de féministes de plusieurs pays.

De nombreux témoignages ont été présentés : dénonciation de crimes se rapportant à la maternité forcée, stérilisation forcée, abus de gynécologues et de psychiatres, discrimination de la femme au travail, violences contre les femmes, pornographie, tortures des femmes prisonnières, viols, prostitution...

Sauf quelques exceptions venues souvent, et ce n'est pas étonnant, de femmes du tiers monde, la plupart des témoignages étaient pourtant passifs, ne dépassant pas le cas individuel ; certains mêmes, franchement réactionnaires ; entre autres, les interventions réclamant le «salaire maternel» : «Il faut que les femmes puissent rester à la maison... Il faut qu'elles abandonnent le travail à l'usine, pour que les chômeurs trouvent du travail et que les patrons augmentent les salaires» !!!

A aucun moment, les participantes à ce tribunal n'ont réussi à dépasser le stade du témoignage. Ce qui a provoqué déception et même colère chez plusieurs femmes qui ont essayé de sortir le tribunal de la paralysie dans laquelle il s'enfonçait. Mais les seules propositions d'action présentées sont restées à un niveau strictement réformiste, essentiellement axées sur le plan juridique. Alors qu'on ne saurait en rester là.

Des femmes ont dit : «il faut limiter le nombre de témoignages et surtout, il faut les analyser afin de découvrir les véritables causes de tous ces faits que nous mettons en accusation». Mais ces voix-là furent vite étouffées. Pourquoi ? Parce que ce «tribunal» ne leur réservait aucune place. Il regroupait essentiellement des «féministes» prenant pour cible la société patriarcale, donc, pour elles, les hommes et non pas le système capitaliste qui produit cette société patriarcale.

De plus l'origine sociale des femmes présentes faisait que la plupart n'avait aucun lien, aucun point commun avec les femmes de milieux populaires qui sont la majorité et qui subissent une oppression et une exploitation quotidiennes autrement plus profondes (conditions de travail pénibles, sous-qualification, bas salaires, mauvaises conditions de vie et de logement, chômage, double journée de travail, soins des enfants...) il est significatif de noter qu'aucune crèche, au début, n'avait été prévue pour garder les enfants.

Il est donc compréhensible que les participantes aient axé leurs témoignages que sur certains aspects, certes intolérables, mais finalement limités de l'oppression des femmes et oublié cette oppression plus fondamentale qui rassemble dans la lutte les travailleurs et les travailleuses et leur désigne une cible commune : le système capialiste et impérialiste.

Ceci dit, il est évident que les femmes subissent une oppression particulière et plus profonde que les hommes. Ce n'est donc pas l'idée de ce tribunal qu'il faut dénoncer, mais bien l'orientation «antihomme» et réformiste qu'il a prise.

La condition des femmes européennes a été abondamment exposée. C'est ainsi que l'on a pu découvrir le carcan juridique qui opprime encore la femme anglaise. Son logement est obligatoirement au nom du mari. Elle a besoin de son autorisation pour voyager à l'étranger. C'est lui seul qui peut remplir les feuilles d'impôts, c'est lui qui reçoit les allocations familiales, même quand la garde des enfants est confiée à la femme, etc.

Mais les plus intéressants de ces témoignages provenaient du tiers monde. Nous en publions ci-dessous quelques extraits.

UN CRIME DE L'IMPÉRIALISME US EN AMÉRIQUE LATINE : LA STÉRILISATION FORCÉE

D'après une étude de 1968, 38 % des femmes de Porto-Rico sont stérilisées. Ces femmes ont entre 20 et 35 ans. A cause de la crise économique et du chômage, les États-Unis financent toute une propagande de stérilisation des femmes pour empêcher l'accroissement de la population. A Porto-Rico il existe 19 cliniques spécialisées pour cela. Porto-Rico est devenu un véritable laboratoire d'essai pour la politique de génocide américaine. Il est en effet moins coûteux de stériliser que de diffuser des moyens contraceptifs.

La stérilisation est une opération mutilante pour la femme. Elle a de graves conséquences sur les plans physique et mental. 59 % des femmes stérilisées déclarent que leur santé s'est considérablement affaiblie. La stérilisation est effectuée sur des femmes qui auraient souhaité avoir des enfants, parfois elle est pratiquée d'office après un accouchement, sans consulter l'intéressée.

Cette politique est pratiquée dans toute l'Amérique latine. Entre 1963 et 65 40 000 femmes colombiennes ont été stérilisées, entre 65 et 71, 1 million de Brésiliennes ont subi le même sort.

AFRIQUE DU SUD : LE MALHEUR D'ETRE FEMME ET NOIRE

Le gouvernement raciste a divisé la société en toute une série des castes. Tout au bas de l'échelle se situe la femme noire.

Au Cap, il n'y a pas de formation d'infirmières possible pour les Noires : toute la profession est réservée aux Blanches. 80 % des Noires sont domestiques. Le soir, après le travail, elles quittent la belle maison des maîtres pour aller dormir dans une cabane, au fond du jardin «plus petite que le garage où ils ont leur voiture». La femme noire n'est connue que par le nom de son mari. Contrairement aux hommes, il lui est impossible d'être propriétaire d'une maison ou d'un terrain. Si le Noir la quitte ou divorce, il n'y aura pas de pension pour elle. Les femmes abandonnées qui sont très nombreuses, sont parquées dans des «quartiers de célibataires» insalubres, condamnées à la prostitution pour avoir un toit pour une nuit ou même seulement une couverture. Les bébés naissent dans ces quartiers mais le système les ignore et la plupart d'entre eux meurent rapidement.

En Afrique du Sud, le Noir ne peut déterminer son destin. Il y a toujours quelqu'un qui vous dira où vous devez naître, ou devez travailler, ce que vous devez faire.

La voix des femmes travailleuses ne s'est guère faite entendre à Bruxelles. C'est pourtant d'elles que viendra une juste orientation du Mouvement des femmes.

«Moi j'habite dans la partie occidentale du Cap depuis 15 ans et n'ai pas le droit de m'en éloigner de plus de 30 km.

»Je suis obligée de vivre dans ce quartier jusqu'à ma mort. Comme je suis divorcée, je ne peux louer une maison. Je dois faire le travail qui m'est imposé et accepter le salaire qu'on me donne. Mes enfants vont dans une école spéciale. Si une amie blanche veut me rendre visite, elle doit le faire entre 3 et 5 heures de l'après-midi, dire chez qui elle va et pourquoi ?»

LES PRISONNIERES POLITIQUES EN INDE SOUS LA DICTATURE D'INDIRA GANDHI

...«Mme Gandhi n'a jamais représenté qu'une minuscule élite parmi les Indiens. Elle et quelques autres femmes qui occupent des postes importants sont très éloignées de la classe paysanne et ouvrière qui forme la masse de la population...

»Beaucoup de prisonniers politiques, notamment "Naxalistes" (communistes marxistes-léninistes) sont des femmes. 30 % environ... Derrière les magnifiques parterres de fleurs qui ne sont qu'une façade à la prison, la Calcutta-Présidency, se trouvent les cellules... les mouches et les moustiques s'y multiplient... Il n'y a qu'un seul robinet pour 150-200 prisonniers... la nourriture consiste en pain sec, largement mélangé de gravier, de terre, de cafards et de vers de terre crevés. Ces prisonniers sont continuellement enchaînés... Après des années les prisonniers sont finalement infirmes et déformés pour toujours.

»La torture sur les femmes est banale et peut varier des brûlures sur le corps à des traitements électriques sur les organes génitaux... Si elles ne répondent pas de façon satisfaisante on leur introduit une règle de fer dans le rectum en renouvelant la torture, le rectum et le vagin ne font plus qu'un.»

UNE RÉVOLUTIONNAIRE INDIENNE

«Vous venez toutes d'Europe. Mais, si je ne me trompe pas, il y a beaucoup de femmes immigrées en Europe. Parmi les femmes c'est la partie la plus opprimée. Et pourtant elles ne sont pas représentées. C'est une critique que je fais au tribunal.

Le racisme est une question politique. Il existe à cause des systèmes impérialistes. Mais vous n'en parlez jamais. Nous accusons, nous femmes immigrées d'Europe, le système capitaliste qui exploite toutes les femmes et en particulier les femmes immigrées.

Il y a des milliers de femmes asiatiques et hindoues en Grande-Bretagne. Lorsque vous arrivez à l'aéroport de Londres, vous pouvez voir une foule de femmes asiatiques qui vident les cendriers, balaient en un mot nettoient les saletés des autres.

Ces femmes sont mal organisées, sous-payées, sous-employées. Elles subissent une oppression supplémentaire : le racisme.

Les employeurs britanniques les considèrent comme une main-d'œuvre docile, qu'il peut exploiter à loisir.

Les syndicats les laissent tomber. Mais que font les mouvements féministes ?

Excusez-moi, mais ces mouvements européens sont composés de femmes blanches et celles-ci proviennent d'une classe qui n'a pas les mêmes problèmes que ces femmes-là, d'une classe coupée et ignorante des problèmes de la classe ouvrière.

Vous concentrez trop vos efforts sur des problèmes qui sont importants, pour toutes les femmes, mais qui laissent de côté les plus défavorisées.

Et pourtant, les femmes immigrées se sont organisées et commencent à se battre.

Dans l'Est de l'Angleterre, 27 femmes noires ont déclenché une grève et ont entraîné leurs camarades blanches dans l'action.

Dans une petite usine textile, elles ont créé leur syndicat.

Les syndicats anglais ont signé des accords avec le patronat acceptant les licenciements. Et pourtant 4 femmes asiatiques ont occupé leur usine pour lutter contre les licenciements. Ces exemples montrent que ces femmes sont fortes et capables de s'organiser.

Et c'est quand elle est entrée en lutte qu'elle peut dire à son mari : «Voilà, aujourd'hui je suis en grève et je n'ai pas le temps de m'occuper de nos enfants».

C'est ça aussi la libération de la femme. Sans lutte contre le système capitaliste, pour le droit au travail, il ne peut y avoir de libération dans la famille.

Vous avez lutté pour votre émancipation légale.

Si vous êtes sérieuses, il faut lutter contre le racisme qui est là à votre porte.»